

RAPPORT

L'imprévisibilité de l'avenir et la victoire de la liberté



RICHARD EBELING * • Janvier 2015

A lors qu'une nouvelle année commence, il serait facile de constater que les perspectives de la liberté demeurent sombres dans une grande partie du monde. Même dans les pays les plus avancés, l'État continue de s'étendre, devient de plus en plus intrusif et siphonne des montants inouïs de richesses privées sous la forme d'impôts.

En extrapolant ces tendances pour l'avenir proche, il semblerait que les chances d'une victoire des idées libérales soient plutôt minces, voire nulles. Il y a cependant un problème de taille avec cette prévision pessimiste : l'avenir est par nature imprévisible et des trends apparents peuvent changer rapidement. Il y a de nombreuses années, le célèbre philosophe de la science Karl Popper avait remarqué que « si la connaissance nouvelle existe, nous ne pouvons anticiper aujourd'hui ce que nous ne saurons que demain ». Qu'est-ce que cela signifie ?

Lorsque j'étais au gymnase dans les années 1960, un magazine scientifique publié au début des années 1950 tentait de prédire le mode de vie d'une famille ordinaire vingt ans plus tard. Il contenait la photo d'une femme et d'un enfant sur le toit d'un immeuble, faisant au revoir de la main au père de famille qui s'en allait au travail – à bord de son petit hélicoptère monospace ! Je me souviens que les auteurs mentionnaient les télévisions couleur, divers appareils ménagers, des robots qui s'acquitteraient des tâches ménagères et l'usage d'avions pour les voyages d'affaires. En revanche, il n'y avait aucune mention des ordinateurs personnels et de la révolution dans les télécommunications, les connaissances et le monde du travail que l'informatique a engendrée. Lorsque ce magazine avait été publié, un élément essentiel de la révolution informatique n'avait pas encore été inventé : la puce électronique.

L'impossibilité de prédire l'avenir

Les auteurs du magazine ne pouvaient évidemment imaginer une révolution technologique d'envergure mondiale avant que l'esprit humain ne crée l'élément qui la rendrait possible. Nos connaissances nécessairement limitées impliquent que nous ne pouvons jamais prédire l'avenir. Si nous pouvions prédire les connaissances de demain et ses potentialités, nous connaîtrions déjà tout aujourd'hui ! Or ce n'est pas le cas.

* L'auteur est professeur d'éthique et de libre entreprise aux États-Unis et membre du conseil académique de l'Institut Libéral.

Ces limites de la connaissance s'appliquent également aux grandes tendances sociétales, politiques et économiques. La plupart des gens en 1900 s'attendaient à ce que le vingtième siècle soit une époque de paix et d'harmonie internationales croissantes. En 1910, l'auteur britannique Norman Angell, qui plaidait pour le libre-échange et la paix dans son essai *La Grande Illusion* (et reçut le prix Nobel de la paix en 1933), estimait que la guerre était devenue si coûteuse en termes de dépenses financières et de destructions inutiles qu'il serait irrationnel que les « grands pouvoirs » d'Europe et d'Amérique s'engagent à nouveau sur cette voie. Or en 1914 débuta la Première Guerre mondiale, qui dura quatre ans et coûta la vie d'au moins vingt millions de soldats et l'équivalent de plus de 3000 milliards de francs actuels. Le monde relativement libéral et libre-échangiste qui prévalait avant la « Grande Guerre » était en lambeaux.

Le vingtième siècle, dans l'ensemble, était l'un des plus sanglants et des plus destructeurs de l'histoire moderne en raison de la montée du collectivisme politique et économique sous les formes apparentées du socialisme, du communisme, du fascisme, du nazisme ou de l'État-providence interventionniste. Les conflits que le collectivisme a occasionnés ont coûté probablement 250 millions de vies sur les cent dernières années. Personne ne s'attendait à une telle tournure des événements en 1900.

L'imprévisibilité des trends en économie politique

Lorsque je suis entré à l'université à la fin des années 1960, le livre de cours assigné en économie était la septième édition de *L'Économie* de Paul Samuelson, le principal livre de cours keynésien de cette époque. Il contenait un graphique montrant la courbe du produit national brut (PNB) des États-Unis et de l'Union soviétique entre 1945 et 1965. Samuelson établissait ensuite une prévision du PNB américain et soviétique pour le reste du siècle. Il anticipait que le PNB soviétique rivaliserait, voire dépasserait le PNB américain probablement vers le début des années des 1980, mais au plus tard vers 2000. Vous remarquerez sa prévision implicite que l'Union soviétique existerait toujours en 2000, alors qu'elle implosa en 1991...

Qui de nous, assez âgés pour s'en souvenir, s'attendait à la fin de l'Union soviétique de notre vivant, sans cataclysme nucléaire et sans guerre civile sanglante et dévastatrice ? Au milieu des années 1980, l'excellent auteur français Jean-François Revel, un analyste très perceptif, publia son livre *Comment les démocraties finissent*, dans lequel il exprimait sa crainte que la perte d'adhésion morale et idéelle à la liberté chez les intellectuels et de nombreuses autres personnes influentes pouvait aboutir avec une probabilité élevée au triomphe mondial du communisme sous le joug soviétique. À la place, c'est le socialisme soviétique qui s'effondra de lui-même et disparut de la carte du globe.

Qui, en janvier 1990, anticipait que Saddam Hussein envahirait le Koweït en août de la même année, mettant en branle une chaîne d'événements qui conduirait à deux invasions et à l'occupation de l'Irak pendant une décennie ?

Qui, en 2000, se serait attendu à ce que les huit ans de présidence de Bill Clinton prendraient, a posteriori, les apparences d'une ère de retenue relative de l'État, en comparaison aux orgies de dépenses et d'interventions étatiques sous George W. Bush et Barack Obama ?

Chronologie et causalité

Qui, aujourd'hui, peut prétendre savoir ce que nous réserve l'ensemble du vingt-et-unième siècle? Laissez-moi vous suggérer la réponse : personne.

Le penseur américain Robert Nisbet remarqua qu'il est facile, après les faits, d'identifier des trends et des tendances en observant le passé – le passé tel qu'il a été sélectionné par les historiens et les sociologues. Ces trends et ces tendances semblent souvent découler d'une nécessité implacable et d'une direction claire, comme la croissance d'une plante ou d'un organisme... Mais la réalité est que le lien entre le passé, le présent et l'avenir est chronologique ; il n'est pas causal.

Les décennies de paix mondiale relative et de prospérité fondée sur la liberté économique avant 1914 en sont une illustration : elles n'ont pas impliqué que la guerre et la destruction étaient devenues impossibles durant le reste du siècle. L'ascendance du socialisme soviétique, du fascisme italien et du nazisme allemand dans les années 1920, 1930 et 1940 n'ont pas impliqué non plus que la liberté et la démocratie avaient touché à leur fin, bien que les livres et les articles de nombreux défenseurs de la liberté individuelle et de l'État limité, durant les années d'entre-deux-guerres, reflètent le désespoir et la crainte que le totalitarisme représente la vague inéluctable de l'avenir.

De même, actuellement, l'expansion persistante des immixtions de l'État dans la société civile et l'économie de marché, ainsi que de l'État-providence ne signifie pas que la prédominance des idées libérales, de la liberté individuelle, des marchés libres et d'un État limité doive n'être qu'un rêve.

Les événements humains sont le résultat de l'action humaine. Nos actions sont le prolongement de nos idées et de notre volonté à vouloir les mettre en œuvre. La dominance de l'État surdimensionné continuera aussi longtemps que nous la permettons, c'est-à-dire aussi longtemps que nous acceptons les arguments de nos opposants idéologiques que l'État-providence interventionniste est « inévitable » et « irréversible ». La tendance actuelle continuera aussi longtemps que nous acceptons que l'augmentation des prérogatives de l'État sur les cinq dernières décennies est en quelque sorte déterminé de manière causale et inéluctable dans la marche des affaires humaines.

Le refrain de l'inéluctabilité aurait pu être entonné à propos de l'esclavage humain. Peu d'institutions étaient aussi enracinées dans les circonstances humaines à travers l'histoire que la possession d'hommes par d'autres hommes. Assurément, suggérer que tous les êtres humains devaient être libres et égaux en droit était un projet chimérique. Pourtant, aux dix-huitième et dix-neuvième

siècles, un nouvel idéal politique émerge, déclarant que tous les hommes sont créés égaux et pourvus de droits individuels inaliénables, notamment la vie, la liberté et la propriété honnêtement acquise, dont aucun autre mortel ne peut priver un autre. Ainsi, l'esclavage, qu'Aristote considérait comme la condition naturelle de certaines personnes, prit fin avant que ne s'achève le dix-neuvième siècle, grâce au pouvoir des idées et à la motivation humaine.

Tout au long des années 1700, le mercantilisme, en quelque sorte la version du dix-huitième siècle de la planification centrale, était considéré à la fois nécessaire et désirable pour la prospérité nationale. Même Adam Smith, dans *La Richesse des nations* (1776), pensait que le mercantilisme avait une telle prise sur les esprits qu'il ne permettrait jamais au libre-échange de triompher. Là aussi, en quelques générations, suivant le décès de Smith en 1790, la liberté des échanges et la liberté d'entreprise s'établirent lentement dans la plus grande partie du monde occidental puis ailleurs dans le monde, y compris plus récemment dans des régions autrefois socialistes.

Tous ces progrès ont été rendus possibles grâce à la montée et au triomphe partiel de la philosophie politique des droits individuels, qui invite les hommes à bannir la violence et l'oppression de leurs relations.

La victoire des idées de liberté

Il est difficile d'imaginer, aujourd'hui, comment la liberté pourrait prévaloir sur nos États paternalistes, de même que de nombreuses personnes, dans les années 1940, ne pouvaient imaginer un monde sans socialisme communiste. Cependant, cela ne signifie pas que ce soit impossible.

Précisément parce que l'avenir est inconnu, nous pouvons être sûrs que les trends peuvent et vont changer, comme ils l'ont fait dans le passé. Nous ne pouvons pas totalement appréhender aujourd'hui quels arguments en faveur de la liberté finiront par s'imposer pour mettre un terme au contrôle de l'État sur la vie privée, dans les domaines où il n'est pas encore remis en question. Ces arguments existent, ils n'attendent plus qu'à être mieux formulés et présentés, à la façon de ceux qui ont vaincu l'esclavage et le mercantilisme.

En 1951, l'économiste viennois Ludwig von Mises avait déjà remarqué que les trends de l'évolution sociale peuvent changer et qu'ils ont presque toujours changé. Mais ils n'ont changé que parce qu'ils ont été confrontés à une forte opposition. L'État asservissant ne sera renversé que si ses dogmes sous-jacents sont attaqués avec toute la détermination et tout le courage nécessaires.

Une chose peut donc être prévue : dans la défense des droits individuels et des marchés libres, la patience, la persistance et la reconnaissance du pouvoir des idées constituent la meilleure chance d'aboutir à la société libre qu'exige la dignité humaine.



INSTITUT LIBÉRAL

Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
Tél.: +41 (0)22 510 27 90
Fax: +41 (0)22 510 27 91
libinst@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle.
Toutes les publications et communications de l'Institut
contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les
opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas
nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation
ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2015, Institut Libéral.